

ENTRETIEN AVEC PATRICK NORYNBERG

Patrick Norynberg, ancien directeur général de services dans des villes, est aujourd’hui formateur consultant en politiques publiques, il a publié plusieurs ouvrages sur la ville, la citoyenneté, la démocratie, le pouvoir d’agir. Son dernier livre s’intitule *Des énergies citoyennes, un foisonnement d’initiatives dans les territoires*, éd. Yves Michel, oct. 2019 (www.patricknorynberg.com).

Le Jas : Quels enseignements tirez-vous des expériences locales de participation citoyenne que vous avez rencontrées dans vos diverses responsabilités ?

Patrick Norynberg. : Ce livre est un témoignage sur les pratiques émancipatrices d’intelligence collective qui sont nombreuses dans le pays mais peu connues. Dans le cadre de démarches innovantes et de co-construction, et dans la lignée de mes précédents livres sur les pratiques citoyennes, j’expose des exemples concrets et une analyse pour interpeller les institutions afin d’agir sur les choix stratégiques à venir dans les collectivités locales jusqu’à l’État. Avec ce nouveau livre, j’ai d’abord cherché à valoriser les actions positives dans territoires et il y en a beaucoup ! Mon idée était aussi de promouvoir certaines initiatives et de capitaliser les expériences remarquables, innovantes et valorisantes pour ce qu’elles sont et pour leurs acteurs.

Avec les nouveaux exécutifs en place à la suite des dernières élections municipales, il est important de montrer ce qui se fait en la matière et d’ouvrir des possibles. L’un des enseignements que je tire, c’est qu’il est indispensable de s’appuyer sur la capacité qu’ont les gens de passer du *Je* au *Nous*, de manière concrète et au quotidien. C’est un processus, un cheminement, un exercice de citoyenneté, une recherche de communs. Mon livre témoigne de la multitude d’initiatives novatrices portées par des habitants, des collectifs, des associations, des villes mais aussi des institutions qui bougent pour rendre le pouvoir des citoyens ou du moins mieux le partager.



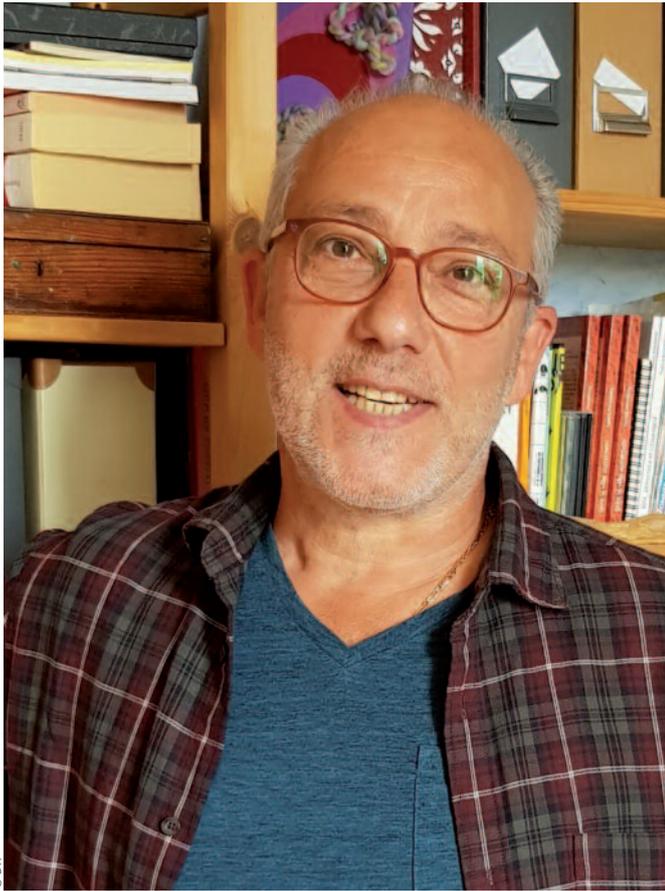
Le Jas : Vous reprenez dans votre dernier ouvrage un certain nombre de préconisations. Lesquelles ?

P.N. : Je voudrais d’abord revenir sur la notion de service public. Service public et démocratie sont intimement liés. Les villes qui agissent sur la participation citoyenne et le développement social local ont besoin d’un service public au bon niveau. L’ensemble de l’organisation administrative doit être au diapason. Cela nécessite une autre conception de vie interne et entrer dans une dynamique de projet où les questions posées par les habitants sont traitées de façon plus transversale et coopérative.

Je crois en effet que l’environnement territorial aujourd’hui et les exigences des habitants dans nos territoires doivent nous pousser à travailler dans une autre logique. Ne pas penser l’administration en “rondelles de saucissons”, en “silo” comme on

dit aussi. Mais plutôt comme un lieu de ressources pour les habitants du territoire. Chaque agent étant alors lui-même une ressource pour les publics avec lesquels il travaille. Cette conception du travail transversal et coopératif en fonction publique, il faut bien le dire, est aujourd’hui encore minoritaire.

Les villes et les maires que j’ai rencontrés ces dernières années ont fait preuve d’innovation en la matière. Ils ont souvent eu la préoccupation de mettre le service public et les agents au cœur des transformations qu’ils souhaitaient mettre à l’œuvre. C’est le bon choix. C’est celui qui va inscrire dans la durée et en profondeur, les changements dans les modes de faire. C’est la garantie de changer les modes de travail durablement et la qualité des réponses



“ **Il est indispensable de s'appuyer sur la capacité qu'ont les gens de passer du *Je* au *Nous*, de manière concrète et au quotidien** ”

radicalement nos logiciens. Cet autre avenir citoyen à reconstruire doit mettre chacun de nous en son cœur. Le président de la République a fait référence dans une de ses interventions télévisées aux “jours heureux” en échos au programme national de la résistance de 1945. À l'époque, celui-ci a permis de grandes avancées sociales et économiques. Socialisation des grands moyens de production, des entreprises de transports, d'énergie, création de la sécurité sociale (chômage et retraite compris), droits des travailleurs dans les entreprises, réajustement des salaires... N'oublions pas que nous sortions de la guerre et que le pays et ses infrastructures étaient entièrement à reconstruire. Il n'y avait pas d'argent mais les politiques ont su jouer pleinement leur rôle et trouver les moyens de financer la reconstruction du pays par la contribution publique et privé.

Pour cela, des gaullistes, communistes, radicaux et socialistes et d'autres citoyens se sont rassemblés et ont coécrit ce programme qui plus qu'une énumération de propositions constituait un véritable projet de société pour une République sociale, solidaire et démocratique. En y ajoutant la dimension écologique et le respect du vivant sur notre Terre-mère, n'est-ce pas vers cela que nous devons aller aujourd'hui ? Plutôt que de continuer à laisser la gestion de cette crise, de sa sortie et de la construction de l'après dans les mains d'une minorité de décideurs politiques et de scientifiques ? Ne pourrait-on pas créer “des conférences citoyennes locales pour la transition écologique et la démocratie” pour imaginer l'avenir ? Celles-ci rassembleraient toutes les forces vives que comptent la Nation. On y retrouverait par exemple, des citoyens tirés au sort, des associations, des représentants de formations politiques, des scientifiques, des syndicalistes et représentants d'entreprises... Oui, les jours plus heureux sont une très belle perspective à condition qu'ils soient pensés, imaginés et dessinés de la façon la plus démocratique possible. ■

au public qui sollicite les élus comme les agents régulièrement. Dans mon livre, en miroir des mouvements sociaux importants de ces deux dernières années, j'évoque aussi des interrogations et propose quelques pistes de réflexions plus globales sur la manière dont nous pourrions mieux agir et gérer dans les territoires.

Le Jas : Nous sommes dans un monde aujourd'hui extrêmement bouleversé. Quelle est votre opinion sur l'avenir de notre société après la crise sanitaire ?

P.N. : Durant la crise sanitaire et le confinement que nous avons dû subir, de nombreux citoyens, des associations, beaucoup de jeunes se sont mobilisés en déployant des actions de solidarité dans leur quartier, auprès de leurs voisins. Des maires se sont aussi mobilisés avec des agents publics en mettant à disposition des locaux, en facilitant des actions d'entraide et de soutien : portage de repas ou de courses à domicile, distribution alimentaire, fabrication de masques, entraide sur les réseaux sociaux pour le suivi scolaire des enfants... C'est aussi une leçon de citoyenneté.

Cette situation inédite pourrait nous permettre de changer

PROPOS RECUEILLIS PAR J.-L. S.